GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE, LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

De l'agression de Poutine en Ukraine à la guerre inter-impérialiste

Le 24 février, les troupes russes pénètrent en Ukraine. En quelques jours, les blindés russes sont aux portes de Kiev. Les raisons invoquées par Poutine sont totalement fallacieuses. Il s'agirait de « dénazifier l'Ukraine » et de « préserver la population russophone d'un génocide ». Qu'il y ait dans les allées du pouvoir à Kiev des nostalgiques de Bandera, le chef de la ligue ukrainienne alliée à l'armée nazie durant la seconde guerre mondiale ne fait aucun doute. Cela ne fait pas du gouvernement Zelenski un état « nazi ». Qu'en particulier depuis 2014, toute une série de mesures discriminatoires aient été prises contre une partie de la population dite « pro-russe » - à commencer par les bombes qui pleuvent sur le Dombass - ne permet pas de dire qu'il y aurait « génocide ». Mais par-delà le caractère grotesque des alibis de Poutine, ce dernier a lui-même fourni la véritable « justification » de l'agression. Selon Poutine, l'Ukraine n'existe pas comme nation distincte de la Russie. C'est, déclare Poutine dans une violente diatribe contre le bolchevisme lui-même, une « invention » des bolcheviks et en particulier de Lénine.

Et il est vrai qu'une des premières mesures prises par les bolcheviks après la prise du pouvoir a été de reconnaître pleinement le droit à l'indépendance de l'Ukraine, ainsi d'ailleurs que celui des peuples que le régime des tsars avait russifiés de force (la Géorgie, les peuples du Caucase etc.), rompant avec la politique de la « Grande Russie » qui fut de tout temps celle des Romanov. Lénine estimait que la reconnaissance du droit de ces peuples à disposer d'eux-mêmes était la condition de l'unité du prolétariat des différentes composantes nationales de l'URSS.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les idéologues des puissances impérialistes occidentales font des efforts démesurés pour montrer que la guerre de Poutine manifeste le retour de la politique « communiste » en Russie. Ils doivent pour cela convoquer à leur secours de prétendus « historiens » et véritables falsificateurs chargés de torturer la réalité historique pour démontrer l'indémontrable. La vérité est que dans l'histoire de l'Ukraine, le seul pouvoir qui a reconnu et consacré pleinement le droit à l'indépendance de l'Ukraine fut le pouvoir des bolcheviks. C'est avec cette politique des bolcheviks qu'a rompu radicalement Staline en revenant à la politique « grand russe » du tsarisme. Le dernier combat de Lénine sera celui qu'il a engagé contre Staline et le retour à une politique d'oppression des nationalités en URSS.

La guerre de Poutine en Ukraine, une guerre d'oppression impérialiste

Dans la continuité de la politique de Lénine et du combat pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, particulièrement du peuple ukrainien, la guerre de Poutine doit être condamnée et combattue. Il faut exiger inconditionnellement le retrait des troupes russes d'Ukraine. Inconditionnellement signifie : quelle que soit l'appréciation qu'on porte par ailleurs sur le gouvernement Zelenski (voir plus bas). Cette exigence est formulée en toute clarté dans le supplément *CPS* en date du 1er mars 2022.

La guerre que mène Poutine en Ukraine est une guerre impérialiste. Elle se fait au nom des intérêts de la bourgeoisie russe qui s'est constituée suite au rétablissement du capitalisme en Russie. Il s'agit d'intérêts économiques, de la défense des intérêts russes en Ukraine, de l'accès privilégié au marché et aux ressources ukrainiennes en collaboration avec la fraction de la bourgeoisie ukrainienne dont les intérêts sont liés à la Russie. Il s'agit d'empêcher l'Ukraine de parachever l'évolution en cours qui en fait une semi-colonie des puissances occidentales – en premier lieu l'Allemagne.

En effet, l'agression russe en Ukraine n'est compréhensible que si l'on revient rapidement sur quelques-uns des événements récents qui ont marqué depuis le début du siècle l'histoire du pays.

En Ukraine comme dans tous les pays issus du démembrement de l'ex-URSS, le rétablissement du capitalisme a permis l'émergence, à partir d'anciens membres de la bureaucratie stalinienne ou de truands ordinaires, d'une bourgeoisie mafieuse et prédatrice faisant main basse sur les richesses agricoles et industrielles du pays. C'est cette bourgeoisie que les idéologues des puissances impérialistes occidentales nomment « oligarques » pour masquer le fait qu'il s'agit purement et simplement de la classe bourgeoise qui a les mêmes caractéristiques partout sur le globe, y compris son origine dans la rapine et le gangstérisme.

Mais cette bourgeoisie ne pouvait guère prétendre à un développement indépendant. Elle devait trouver appui soit dans la bourgeoisie des puissances impérialistes occidentales soit dans la nouvelle bourgeoisie russe. Telle fut en effet dès la constitution de l'Ukraine la ligne de fracture et d'affrontements, ligne de fracture mouvante n'excluant pas ralliements et changements de camp selon les intérêts du moment, entre deux fractions de cette bourgeoisie. Dans cet affrontement, tous les coups étaient permis : de la corruption aux assassinats, en passant par la fraude électorale à grande échelle. Les deux camps y eurent recours sans modération.

Mais dans cette bataille, la fraction adossée à l'impérialisme américain et aux impérialismes de l'ouest de l'Europe a par deux fois infligé une dure défaite à la fraction dite « pro-russe ».

En 2004, à travers la « révolution orange » - qui n'a de révolution que le nom –, cette fraction organise l'assaut sur la Douma pour chasser Ianoukovitch, le président « pro-russe » élu dans des conditions de fraude massive.

Toutefois, la victoire des « pro-occidentaux » demeurait précaire, car la Russie disposait de nombreux moyens de pression sur l'Ukraine, à la fois grâce à la fourniture en gaz du pays – dont la Russie faisait varier les prix en fonction du degré de soumission du régime en place - et du montant des taxes payées à l'Ukraine pour l'acheminement du même gaz en Occident, en particulier en Allemagne.

Mais en 2014, les affidés de Moscou subissent un second échec. Le même président Ianoukovitch, revenu au pouvoir à la faveur de l'élection présidentielle de 2010, refuse de signer un accord d'association avec l'Union européenne en 2013 et réprime violemment les manifestations d'opposition ; mais il est finalement destitué en 2014 par un vote de la Rada (le

parlement ukrainien), suite à une mobilisation massive mais entièrement sous la coupe des « pro-occidentaux ». S'en suivent des affrontements violents entre les deux fractions rivales, aboutissant, par exemple, à l'incendie de la maison des syndicats d'Odessa où périssent carbonisés 39 manifestants « pro-russes » qui s'y étaient réfugiés.
Poutine y répondra par l'annexion de la Crimée et par le soutien militaire massif au mouvement « indépendantiste » du Dombass. Il le fera d'autant plus aisément que le rattachement de la Crimée à l'Ukraine ne procédait en rien d'un libre choix des habitants mais d'un « cadeau » fait à l'Ukraine il y a plus d'un demi-siècle par Khrouchtchev, et qu'au Dombass, le gouvernement ukrainien était d'autant plus impopulaire qu'il avait pris en charge les plans de privatisation et de licenciements massifs dans les mines notamment, et que sa première décision suite aux affrontements dans la région fut de supprimer les retraites des anciens mineurs.
Depuis 2014, la guerre n'a jamais cessé dans le Dombass, faisant officiellement 20 000 victimes, malgré les « accords de Minsk » prévoyant l'arrêt des combats et une large autonomie de la région, accords jamais appliqués.

L'Ukraine vassalisée par les puissances impérialistes, en particulier les impérialismes allemand et américain

Il faut préciser que même si les manifestations de 2004 et de 2014 se sont organisées au nom de l'« indépendance » de l'Ukraine, il n'y a jamais eu d'indépendance réelle de l'Ukraine, ramenée à l'état de semi-colonie.

Le rétablissement du capitalisme en Ukraine s'est traduit par un appauvrissement considérable de la population ouvrière. Le salaire minimum y était en 2020 de 176 euros pour un coût de la vie inférieur de 56 % à celui prévalant en France. Autrement dit, il faut imaginer vivre en France avec moins de 400 euros. Ce qui explique deux choses : l'implantation en Ukraine des entreprises, en particulier allemandes, pour profiter de cette main-d'œuvre surexploitée. D'autre part, l'émigration massive du prolétariat ukrainien en Pologne et en Allemagne où la main-d'œuvre ukrainienne travaille pour quelques euros de l'heure (par exemple dans les fermes-usines allemandes ou les abattoirs).
Réservoir de main-d'œuvre à bas prix, l'Ukraine est aussi un domaine de chasse pour les différents réseaux de prostitution à usage de la clientèle occidentale ou fournit les « mères porteuses » pour couples en difficulté d'assurer leur descendance. Naturellement, ces dernières manifestations de barbarie n'ont fait que croître et se renforcer avec l'émigration massive depuis le début de la guerre, dans laquelle les femmes ukrainiennes constituent, en Hongrie et en Pologne par exemple, une main-d'œuvre surexploitée.
Dans le domaine agricole, les paysans ukrainiens comme leurs frères russes ont été rapidement condamnés à vendre leur lopin de terre dans les années 90. La terre a été immédiatement accaparée par de grandes entreprises capitalistes ukrainiennes ou d'Europe de l'Ouest. Cependant en 2001, une loi était adoptée visant à mettre fin au processus de privatisation. Ce qui n'a pas empêché dans les faits l'accaparement des terres par les grands groupes capitalistes qui les ont désormais exploitées en location. Mais cette limitation était encore trop grande pour le capital. Une nouvelle loi entrée en vigueur en juillet 2021 sous la houlette de Zelenski autorise à nouveau la vente de terres de 100 hectares pour les particuliers et à partir de 2024

jusqu'à 10 000 hectares pour les entreprises. Il faut le noter : l'adoption de cette loi était la condition sine qua non du prêt accordé par le FMI à l'État ukrainien.
Politiquement, les deux présidents Porochenko puis Zelenski (élu contre le premier au nom de la « lutte contre la corruption » mais lui-même impliqué dans une affaire de corruption quelques mois avant le déclenchement de la guerre) sont totalement soumis à l'impérialisme (l'exemple de la loi agraire évoquée au-dessus le montre). Une anecdote hautement significative : entre 2014 et 2016, l'impérialisme US a directement fourni à l'Ukraine sa ministre des finances précipitamment naturalisée ukrainienne à cette fin : Natalie Ann Jaresko, qui a occupé des postes élevés au département d'État US et a été chef de la section économique de l'ambassade des Etats-Unis en Ukraine, fut naturalisée en 24 heures citoyenne ukrainienne en 2014… et le soir même nommée ministre des finances du gouvernement ukrainien, poste qu'elle a occupé deux ans entre 2014 et 2016 !

L'étau de l'OTAN

La dégradation de la situation de la Russie en Ukraine, en passe d'échapper totalement à sa zone d'influence, n'est évidemment pas pour rien dans la décision de Poutine d'envahir la Russie. Mais à vrai dire, les raisons de l'intervention dépassent de loin les simples relations entre la Russie et l'Ukraine. Depuis un bon quart de siècle, la pression sur la Russie via l'OTAN s'est considérablement intensifiée, ce que le gouvernement Poutine a perçu comme une menace contre sa propre existence.

En 1990, Baker, le secrétaire d'État américain avait fait à Gorbatchev – c'est en tout cas l'hypothèse que les historiens sérieux tiennent pour la plus probable - la promesse de non-extension de l'OTAN (dont il faut rappeler qu'elle est entièrement sous contrôle US) à l'est de l'Europe. Mais rien ne fut écrit, et les promesses n'engagent que ceux qui y accordent foi.

Et c'est ainsi qu'en 1997, Clinton « invite » à rejoindre l'OTAN la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie, qui s'exécutent en 1999. En 2004, ce sera le tour de la Roumanie, de la Bulgarie des pays baltes.

En 2008, c'est autour de la Géorgie de « demander » son adhésion à l'OTAN, ce qui amène la Russie à intervenir.

L'extension de l'OTAN à l'est de l'Europe signifie que les États-Unis poussent leur avantage après la liquidation de l'URSS et tentent de se donner toute garantie par rapport à une éventuelle résurgence de la puissance militaire russe. Mais cette pression militaire, en particulier à partir de l'arrivée de Poutine à la présidence russe, a un objectif plus offensif. Elle vise à obtenir de la Russie qu'elle se soumette totalement aux exigences de l'impérialisme US ; elle s'inscrit dans l'objectif de faire de la Russie une semi-colonie inféodée aux puissances impérialistes occidentales et d'abord à la première d'entre elles : l'impérialisme US.

La Russie combine les traits de l'impérialisme et du sous-développement

Dans les années 1990, la transformation de la Russie en semi-colonie des puissances impérialistes, en particulier des USA, paraissait pour ces derniers à portée de la main.

C'est l'intervention directe des États-Unis qui avait maintenu Eltsine, pantin grotesque entre leurs mains, à la tête d'une Russie dévastée par le rétablissement du capitalisme via la « thérapie de choc ». Ce dernier n'ira-t-il pas jusqu'à envisager… l'adhésion de la Russie à l'OTAN comme le rappelle *Le Monde* du 15 mai ? Ce sont les « boys » de Clinton qui, en particulier, avaient assuré sa réélection en 1996 contre le candidat du PC russe Ziouganov, pourtant pas moins qu'Eltsine partisan du rétablissement du capitalisme, mais dans des conditions de soumission moins visibles aux puissances impérialistes.

Ce que fut le rétablissement du capitalisme en Russie sous Eltsine demeure comme un douloureux cauchemar pour les masses russes[1] : baisse brutale du niveau de vie, licenciements massifs, expulsion de millions de Russes de leur logement. Il suffit de dire que dans cette période, l'espérance de vie des Russes a diminué de 10 ans pour mesurer le degré de régression sociale qu'a représenté cette période. Le désastre économique culmine avec la banqueroute de 1998 : krach bancaire, effondrement du rouble, défaut de paiement, augmentation jusqu'à 150 % des taux d'intérêt.

A ce désastre économique, il faut ajouter le sentiment d'humiliation nationale de l'ex-grande puissance réduite à la mendicité, sentiment sur lequel Poutine ne cessera de jouer et dont il prétendra débarrasser les Russes, ce qui ne fut pas pour rien dans la relative popularité dont il a bénéficié à son arrivée au pouvoir.

Poutine est arrivé au pouvoir dans les valises d'Eltsine. Il est donc arrivé au pouvoir avec la bénédiction des puissances impérialistes, qui n'ont pas manifesté de répulsion particulière – loin de là – par rapport au véritable génocide en Tchétchénie (la ville de Grozny a été quasiment rasée).

L'arrivée de Poutine s'est traduite par une multiplication des règlements de compte arbitrées par Poutine lui-même. Les fortunes se faisaient et s'effondraient par une décision de « justice », par un coup de revolver ou un empoisonnement fomenté par les services secrets. Mais quel était l'enjeu de ces règlements de compte ? Il y avait en réalité deux fractions de la bourgeoisie russe : une fraction purement compradore qui ne prétendait à rien d'autre qu'à être le chargé de mission des puissances impérialistes, et une fraction qui prétendait à un rôle autonome par rapport à l'impérialisme. C'est de cette fraction que Poutine était le représentant ou l'associé. Cette prétention à gagner une relative autonomie par rapport à l'impérialisme US a pu s'appuyer sur deux facteurs concordants : d'une part au plan économique, la remontée des cours des hydrocarbures qui a un peu renfloué les caisses de l'État au bord de la banqueroute ; d'autre part le relatif affaiblissement de l'impérialisme US empêtré au Moyen-Orient et en Afghanistan, de plus en plus soumis à la pression montante de l'impérialisme chinois.

---

1 Nous invitions vivement nos lecteurs à lire les articles parus dans Combattre pour le Socialisme consacrés à la Russie en particulier entre 2000 et 2005 Où va la Russie *CPS* 82 et *CPS* 2 nouvelle série et Russie : le renforcement du pouvoir central, objectif n°1 de Poutine. Les articles sont accessibles sur le site « Combattre pour le socialisme », Index thématique : Russie.

Il faut en même temps bien saisir les limites de cette prétention à « l'autonomie » par rapport à l'impérialisme. La Russie n'est pas la Chine. Les ravages des années Eltsine ont transformé la Russie en nain économique. Son PIB la situe au 12e rang mondial, inférieur à celui d'un pays dominé comme le Brésil, et représente 7 % du PIB des États-Unis. Son économie est essentiellement une économie rentière fondée sur l'exportation des hydrocarbures, et donc dépendante des fluctuations de son marché. En dehors de cette exportation, il y a l'exportation des minerais et des produits agricoles – limitée par les mesures de rétorsion des puissances occidentales. C'est là un trait typique de l'économie d'un pays dominé. Pour ce qui est des produits manufacturés, l'exportation se limite pratiquement à l'armement. Encore faut-il dire que la part de la Russie (5 % du marché mondial contre 54 % aux États-Unis) est en recul depuis plusieurs années.

En clair, la Russie combine de manière paradoxale les traits d'une puissance impérialiste et d'un pays dominé. Jusqu'à un certain point, elle demeure un géant militaire, mais est incontestablement un nain économique. Grâce à sa puissance militaire, la Russie intervient comme une puissance impérialiste dans le monde, non seulement dans ce qu'était la zone d'influence de la bureaucratie stalinienne alors au pouvoir en URSS, mais aussi au Moyen-Orient et en Afrique. Elle y intervient parfois à des fins de pillage économique –c'est le cas en Afrique, où elle arrache des concessions minières comme résultat de l'intervention de ses mercenaires ; parfois, dans l'ex-URSS, pour défendre des régimes politiques dont la chute constituerait une menace contre le pouvoir de Poutine lui-même.

Puissance impérialiste, se frayant une petite place en profitant du conflit mondial principal qui est aujourd'hui celui qui oppose les États-Unis à la Chine, la Russie est une puissance secondaire, si on peut dire « bas de gamme », incapable à cause de ses faiblesses économiques d'investir économiquement dans les pays qu'elle domine militairement. Le contraste avec la Chine est saisissant. Au Kazakhstan, ce sont les troupes russes qui interviennent pour mater la révolte populaire contre le régime… mais c'est la Chine qui dans le cadre des « routes de la soie » investit.

La Russie offre finalement une illustration de ce que disait Lénine sur les puissances impérialistes secondaires :

« [Elles] *ne conservent leurs colonies que grâce aux oppositions d'intérêts, aux frictions, etc., entre les grandes puissances, qui empêchent celles-ci de se mettre d'accord sur le partage du butin. Pour ce qui est des États "semi-coloniaux", ils nous offrent un exemple des formes transitoires que l'on trouve dans tous les domaines de la nature et de la société. »*

Ce qui a poussé Poutine à intervenir

C'est bien en profitant des *« frictions entre grandes puissances »*, pour reprendre Lénine, que Poutine s'est autorisé à intervenir. Répétons-le, et sans que cela puisse valoir comme approbation de l'intervention, l'étau de l'OTAN qui se resserrait autour de Poutine devenait pour ce dernier insupportable.

Les difficultés de l'impérialisme US – avec le départ en catastrophe d'Afghanistan - et l'espoir de pouvoir s'appuyer sur la Chine ont laissé entrevoir à Poutine la possibilité d'une intervention militaire sans problème et politiquement sans risque majeur.

Il faut rappeler à cet égard que Biden lui-même semblait lui avoir donné le feu vert en affirmant avec insistance qu'il n'y aurait en tout état de cause pas un seul soldat américain sur le sol ukrainien.

Or le fait est que Poutine comme le montrent les événements s'est lourdement trompé.
D'une part, s'agissant de la Chine, les vibrantes déclarations d'amour à l'égard de la Russie n'ont pas manqué. Dans une déclaration commune le 4 février, Poutine et Xi déclarent : *« L'amitié entre nos deux pays ne connaît pas de limites »*. Pourtant au bout du compte, Poutine va durement éprouver ces limites. Si conformément à ses propres intérêts, la Chine va accepter d'absorber une partie du gaz et du pétrole russe qui ne part plus en Occident, pas question pour la bureaucratie chinoise de fournir la Russie en armement. La Chine à l'inverse ne cessera de se prononcer pour une *« issue négociée »*, même si, bien sûr, elle n'ira pas jusqu'à se rallier dans le cadre de l'ONU aux résolutions américaines. La raison en est simple, qui d'ailleurs a été rappelée sans circonvolution par Biden à Xi : pour son propre développement, la Chine ne saurait se passer des relations économiques avec l'Occident. Il faut ajouter : la prééminence du dollar sur le marché mondial pèse de tout son poids et à cet égard la Chine craint au plus haut point toute mesure de rétorsion contre les banques chinoises telle que celle mise en œuvre contre les banques russes. Et la résistance ukrainienne à l'armée russe constitue une leçon pleinement comprise par la Chine quant à l'éventuelle annexion de Taiwan.

Une résistance imprévue...

Mais surtout, ce que n'avait pas prévu Poutine, c'est la résistance ukrainienne. Les troupes russes ont dû rapidement se rendre à l'évidence : l'annexion totale de l'Ukraine était hors de portée. Kiev ne pouvait être conquise et aujourd'hui, même dans la région de Karkhiv, à quelques encablures de la frontière russe, l'armée russe recule. Il y a une explication à cela.

Les masses ukrainiennes supportent sans doute depuis des années la domination politique et économique des puissances impérialistes. Elles ne sont pas pour autant prêtes à supporter de vivre sous la botte grand-russe. En ce sens, la résistance à l'agression russe – qui a pris la forme aussi bien de constitutions, en dehors même de l'armée ukrainienne, de milices civiles que de manifestations contre l'occupant, comme à Kherson – est incontestablement une résistance populaire.

Ajoutons à cela que l'épreuve de la guerre a révélé au grand jour les faiblesses de l'armée russe. C'est une chose d'écraser sous les bombes de villes entières comme l'a fait l'armée russe en Syrie, c'est autre chose d'avancer en territoire hostile. La faiblesse de l'armée russe renvoie à la faiblesse de l'économie russe. Si la Russie est un nain économique, le géant militaire russe est inévitablement un géant aux pieds d'argile.

Cela étant, il faut noter que la résistance est entièrement sous la direction et le contrôle politique du gouvernement Zelenski, représentant direct de l'impérialisme US. Celui-ci a du reste largement accueilli dans les rangs de l'armée des bataillons ouvertement dirigés par des néo-nazis qui se réclament de Bandera, par exemple le bataillon Azov. Dans cette résistance, le prolétariat n'a aucune forme d'expression politique indépendante. En ce sens, si héroïque que soit la résistance ukrainienne, on ne voit pas dans l'état actuel des choses comment elle pourrait aboutir à autre chose qu'à une vassalisation accrue de l'Ukraine par rapport aux puissances impérialistes occidentales.

…saisie comme une aubaine par Biden

Jusqu'à un certain point, la résistance ukrainienne a aussi constitué une surprise pour l'impérialisme US. Le discours de février laissant entendre que l'annexion de l'Ukraine était quasiment une fatalité a laissé place à un tout autre discours. La déclaration de Biden le 26 mars en Pologne, selon laquelle

« Poutine ne pouvait pas rester au pouvoir », n'était pas une « bourde », contrairement à ce qu'ont pu écrire nombre de commentateurs bornés. Il s'agissait d'un aveu sur ce que sont les nouveaux objectifs de l'impérialisme US. Du reste, cela a été récemment confirmé par Lloyd Austin (secrétaire à la Défense) qui affirme que l'objectif est de *« voir la Russie affaiblie au point qu'elle ne pourrait faire les choses qu'elle a faites en envahissant l'Ukraine »*. En clair, il s'agit maintenant de reprendre la voie empruntée au temps d'Eltsine, voie interrompue par l'arrivée au pouvoir de Poutine : celle de la transformation de la Russie en semi-colonie, ce qui suppose d'installer à la tête de l'État à Moscou ceux que précisément Poutine avait chassés ou leurs héritiers.

Ce changement de pied se manifeste par le fait que les limites assignées d'abord au soutien à Zelenski ont été progressivement effacées. Le soutien militaire à l'Ukraine atteint des sommets (avec le vote de la chambre des représentants de 40 milliards de dollars, essentiellement pour du matériel militaire). Il faut ajouter la collaboration des États-Unis à l'encadrement de l'armée ukrainienne, la mise à sa disposition de toute la technologie du renseignement US, qui explique notamment l'humiliant torpillage du croiseur russe Moskva en Mer Noire…

A cet égard, la réunion tenue sur la base de Ramstein en Allemagne avec 40 pays a toute son importance. Biden y a obtenu que l'Allemagne fournisse l'Ukraine en armes lourdes (chars anti-aériens Gepard), la France fournissant pour sa part les canons Caesar (qui servent déjà au massacre des populations au Yémen). De la part de l'impérialisme allemand en particulier, il s'agit d'un tournant majeur, d'un ralliement à la position US à l'encontre des positions antérieures de l'Allemagne.

La guerre en Ukraine et ses conséquences sur les rapports inter-impérialistes

A ce propos, il faut accorder toute leur importance aux modifications que la guerre en Ukraine apporte aux rapports entre puissances inter-impérialistes.

La position allemande depuis le début du siècle consistait à collaborer avec Poutine, conformément à ses propres intérêts. L'Allemagne a notamment besoin du gaz russe, pas seulement comme source d'énergie mais aussi comme matière d'œuvre dans son importante industrie chimique. Il y a encore quelques semaines, le ministre Lindner affirmait qu'il n'était pas question de se passer du gaz russe. Et même si l'Allemagne a d'importants intérêts en Ukraine, où beaucoup d'entreprises travaillent pour l'industrie allemande (surtout automobile), il n'était pas question, ni pour Merkel, ni pour Scholz, de sacrifier au nom de ces intérêts la relation vitale avec Poutine qui s'était traduite en particulier par la construction de Nord Stream 1 et le quasi-achèvement de Nord Sream 2, gazoducs de la Baltique fournissant l'Allemagne en gaz sans passer par l'Ukraine.

Force est de le constater : Biden a fait céder l'Allemagne (et accessoirement la France) : Nord Stream 2 ne sera pas mis en fonction, l'Allemagne fournira des armes lourdes à l'Ukraine. A cet égard, Biden bénéficie dans le gouvernement allemand lui-même de représentants dévoués : les ministres Verts, ultras de la remilitarisation de l'Allemagne et de l'intervention en Ukraine. Sans se passer complètement du gaz russe, l'Allemagne de gré ou de force importera massivement le gaz liquéfié américain pour lequel elle a dû commencer à s'équiper en méthaniers flottants visant à regazéifier le

gaz liquide US arrivant par mer. Accessoirement, ce gaz a un coût bien supérieur au gaz russe et donc obère la compétitivité de l'économie allemande par rapport à l'économie américaine...

Le succès pour Biden est donc presque complet, même si l'on ne connaît pas la fin de l'histoire. La distance prise par Scholz et Macron à sa suite à l'égard des prises de position US sur la nécessité d'affaiblir profondément la Russie, leur insistance au contraire sur la nécessité de ne *« pas humilier Poutine »* indiquent que l'Allemagne n'a nullement renoncé à défendre ses propres intérêts qui passent par un compromis avec Poutine, pas par son écrasement.

Incertitudes

Et maintenant ? Personne ne peut dire avec certitude dans quel sens vont évoluer les événements. On peut faire cependant quelques observations.

D'une part, la résistance ukrainienne n'a rien d'un miracle. Chaque jour qui passe voit son renforcement en matériel militaire face à la Russie, et la supériorité du matériel US est éclatante. A cet égard, le temps joue sans doute contre la Russie. La victoire – et à quel prix ! - de la Russie à Marioupol pourrait bien être une victoire à la Pyrrhus.

D'autre part, l'offensive russe est minée de l'intérieur. Les refus de combattre ne sont pas rares. Même si ce refus prend essentiellement la forme de tentatives individuelles d'échapper à la guerre, il est sans aucun doute très répandu. Au sein même de la hiérarchie militaire russe, chaque jour qui passe renforce le scepticisme sur la possibilité de gagner cette guerre. C'est bien sur le retournement d'une large fraction de la hiérarchie militaire et plus généralement de la bourgeoisie russe contre Poutine que table Biden.

En même temps, existe d'autres incertitudes. On l'a dit plus haut : l'engagement de la Chine auprès de la Russie est jusqu'à ce jour très mesuré. Mais jusqu'à quel point Xi pourrait-il tolérer que s'installe à Moscou un gouvernement ouvertement pro-américain ? Jusqu'à quel point Poutine et ceux qui le soutiennent sont-ils prêts à aller s'ils sont véritablement acculés ? Voilà qui alimente le fait qu'aux États-Unis mêmes s'expriment des interrogations sur le degré d'engagement possible du pays, comme l'exprime récemment un communiqué d'« experts » à la une du *New York Times*.

Une question décisive : l'engagement du prolétariat russe

En tout cas, pour les uns et les autres, il s'agit d'éviter que les masses russes payant lourdement le prix de la guerre cherchent à se débarrasser de Poutine à leur propre compte, et c'est pourquoi ceux qui en Russie, en Biélorussie combattent la guerre n'obtiennent et n'obtiendront aucun soutien des puissances impérialistes. A l'inverse, les sanctions contre la Russie durement payées par le prolétariat russe (inflation massive, licenciements…) ont pour effet de rabattre dans le soutien à Poutine une partie de la population.

A l'inverse, le prolétariat et la jeunesse à l'échelle internationale ont leur sort lié à celui des masses russes. Au début de la guerre, la jeunesse russe a tenté de se mobiliser contre la guerre, ainsi que certaines fractions du prolétariat (dans le corps enseignant par exemple). Poutine y a répondu par une répression massive, une loi punissant de 15 ans de prison toute expression d'une critique de la guerre

engagée. Il était inévitable que si héroïques que soient ces tentatives de se dresser contre la guerre elles soient dans un premier temps étouffées.

Car tout dépend de l'entrée en lice du prolétariat russe lui-même comme l'indique la déclaration de notre Groupe (voir *CPS* n° 82). A cette étape, celui-ci ne s'est pas engagé, ce qui ne signifie pas qu'il ne le fera pas, accablé chaque jour davantage par les conséquences de la guerre et aussi la mort des soldats. Mais il faut bien comprendre les obstacles à un tel engagement.

Le prolétariat russe cumule à un niveau maximum tous les facteurs de désarroi politique qui accablent le prolétariat mondial. C'est précisément parce que la Russie est le pays de la première révolution prolétarienne victorieuse que le prolétariat russe est dans l'état de désorientation politique maximale. La révolution victorieuse a été suivie du Thermidor stalinien, puis de l'effroyable régression du rétablissement du capitalisme. Le prolétariat russe ne dispose pas de parti, pas même à l'échelle nationale d'une centrale syndicale digne de ce nom. Cela étant, la lutte des classes s'est manifestée en Russie dans la dernière décennie, par exemple contre la réforme Poutine des retraites, mais pour l'essentiel, elle a été sous la direction des staliniens « historiques » (le PCUS, qui n'est en rien un parti ouvrier, soutient majoritairement la guerre en Ukraine). Le prolétariat russe devra donc soulever la chape de plomb produit de son propre passé pour engager le combat, tâche difficile entre toutes.

Un combat internationaliste à mener dans les limites de nos forces

On ne peut conclure cet article sans répondre à la question : quelle position doivent adopter les militants révolutionnaires par rapport à cette guerre, et quel combat, à la mesure de leurs forces militantes, doivent-ils mener ?

Il faut le répéter : dans la tradition de Lénine et de Trotski, il faut défendre le droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même, son droit à l'indépendance. En ce sens, évidemment on ne peut que se prononcer pour que les troupes russes évacuent sans délai l'Ukraine.

Mais est-ce qu'en quoi que ce soit cela implique un quelconque soutien à l'OTAN ? N'est-il pas clair que l'accumulation des troupes de l'OTAN à l'Est de l'Europe a joué un rôle majeur dans le déclenchement de la guerre ? Est-ce que cela implique le soutien à l'armement de l'armée ukrainienne par les puissances impérialistes ? Est-ce qu'il faudrait soutenir un tel armement au nom du fait que *« les Ukrainiens eux-mêmes le réclament »* ?

De quels « Ukrainiens » parle-t-on ? En effet, Zelenski demande des armes, y compris des armes lourdes. Zelenski réclame qu'il y ait en Ukraine une « zone d'exclusion aérienne », autrement dit que l'aviation de l'OTAN engage la confrontation directe avec l'aviation russe. Zelenski demande donc la transformation de la guerre d'Ukraine en guerre mondiale. Zelenski demande que soient accentuées les « sanctions » contre la Russie, c'est-à-dire les sanctions contre le peuple russe. Zelenski est à la fois le représentant en Ukraine de l'impérialisme US et son aiguillon qui pousse à la généralisation de la guerre.

Les plumitifs de la bourgeoisie, mais aussi les appareils syndicaux, les dirigeants du PS, du PCF ont transformé Zelenski en héros de l'indépendance. Mais la vérité est que Zelenski comme le

gouvernement précédent se sont faits et se font les agents actifs de la transformation de l'Ukraine en colonie des puissances impérialistes occidentales. Sont d'une brûlante actualité les déclarations de Trotski de 1939 qui dénonçait *« les cliques ukrainiennes qui expriment leur « nationalisme » en cherchant à vendre le peuple ukrainien à l'un ou l'autre des impérialismes en échange d'une indépendance fictive… tous ces « nationalistes » qui proposent de résoudre la question ukrainienne en utilisant un impérialisme contre un autre »* et qui indiquait que *« seul le prolétariat ukrainien est à même de résoudre cette tâche* (ndlr : la tâche dont il s'agit, c'est *« la lutte nationale pour l'émancipation »*) *qui est révolutionnaire par son essence même... »)* Trotski, *La question ukrainienne,* 22 avril 1939.

En France, l'Assemblée nationale a réservé le 24 février une « standing ovation », toutes tendances confondues (PS, PCF, Insoumis), aux déclarations de Macron sur l'Ukraine annonçant l'envoi de troupes françaises en Roumanie et en Estonie dans le cadre de l'OTAN.

Le combat contre l'envoi d'armes en Ukraine (des canons Caesar, par exemple), contre l'envoi de troupes françaises dans le cade de l'OTAN, voilà précisément le combat que ne mènent pas les directions syndicales. La direction de la CGT conclut ainsi sa prise de position du 25 février :

« Nous revendiquons :
- Un cessez-le-feu en Ukraine et la mise en œuvre des accords existants
- L'arrêt des menaces et des livraisons d'armes à toutes les parties
- Que les Nations unies soient le cadre privilégié d'élaboration des solutions politiques et diplomatiques pour régler la question ukrainienne. »

L'arrêt des *« livraisons d'armes à toutes les parties »* évacue le fait que la responsabilité particulière des organisations ouvrières **en France,** c'est l'arrêt des livraisons **d'armes françaises** à l'Ukraine. Et une telle prise de position demeure une phrase creuse si le mot d'ordre n'est pas donné aux syndicats concernés de refuser de les embarquer et de les acheminer. Quant à l'ONU, *« cadre privilégié »,* cela signifie l'inféodation totale à cette instance, cette *« caverne de brigands »,* comme disait Lénine à propos de la Société des Nations, qui a donné son aval à la création d'Israël, à l'intervention impérialiste en Irak en 1991, à l'intervention franco-britannique en Lybie, on en passe, et des meilleures...

Ainsi se manifeste la soumission réelle et effective de la direction de la CGT au gouvernement Macron et à l'impérialisme français.

Lors du dernier conseil national de la FSU, la direction de cette fédération syndicale a combattu avec constance toute référence à l'OTAN. Dans un texte de neuf pages (!) celle-ci consacre quelques lignes à la guerre :

« La guerre en Ukraine s'enlise, avec une population ukrainienne qui subit de plein fouet une politique de la terreur de la part de l'armée russe de Poutine entre bombardements, tortures et massacres comme à Boutcha, mais aussi viols systématiques utilisés comme arme de guerre. Les femmes sont ici encore les premières victimes de la guerre.
La FSU soutient la résistance ukrainienne. Elle demande que le droit international s'applique pour condamner les agresseurs et leurs commanditaires. Elle appelle à nouveau à l'arrêt des combats et au

retrait des troupes russes. Elle rappelle son engagement pour la paix et s'opposera à ce que la guerre en Ukraine serve de prétexte en France à une réorientation de l'impôt en faveur des dépenses militaires. Elle participe activement au convoi intersyndical. »
On ne saurait soutenir plus ouvertement l'impérialisme français et son gouvernement : pas un mot sur l'OTAN, pas un mot sur l'envoi d'armes françaises et de troupes, et pas même un mot de soutien aux militants anti-guerre en Russie et en Biélorussie.

Pour les militants révolutionnaires, le soutien au droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même, c'est le soutien aux travailleurs et aux jeunes qui en Russie, en Biélorussie combattent effectivement la guerre. Soulignons à cet égard toute l'importance du mouvement des cheminots biélorusses qui ont refusé d'acheminer troupes et armes en Ukraine. C'est une tâche élémentaire de soutien internationaliste de combattre pour la libération des militants syndicaux biélorusses qui pour leur action contre la guerre se trouvent aujourd'hui dans les geôles de Loukachenko. C'est ce soutien qui peut aider à ce que demain les soldats russes qui ne veulent pas combattre leurs frères ukrainiens se retournent contre leurs propres généraux.
Le combat effectif contre la guerre, c'est en France le combat pour que les organisations syndicales reprennent à leur compte les mots d'ordre : pas de livraison d'armes françaises ! Pas de troupes françaises dans le cadre de l'OTAN ! Retrait des troupes françaises d'Estonie et de Roumanie !
Le combat effectif en défense des peuples ukrainiens et russes contre la guerre, c'est le combat que mènent les jeunes révolutionnaires contre les discours, écœurants d'hypocrisie, de « soutien » aux réfugiés ukrainiens, et pour l'accueil des jeunes qui viennent d'Ukraine indépendamment de leur nationalité et de leur couleur de peau dans les universités françaises en leur offrant un logement, un accès gratuit aux restaurants universitaires. C'est le combat pour le même accès aux étudiants russes mis dans une situation dramatique par les « sanctions » contre la Russie qui les privent y compris parfois de la possibilité de retirer leur propre argent sur leur compte.

C'est ce combat auquel nous vous invitons à vous associer.

Le 23 mai 2022